

## LE FINANCEMENT DE L'«ACCALMIE» ATTEINT SES LIMITES

## Social : la colère reprend le dessus

*Les contre-feux allumés par les autorités pour éviter que ne se propage et s'étende le brasier de la contestation sociale s'avèrent, à présent que les colères sourdent à nouveau, d'efficacité quasi nulle.*

*Ni l'extrême générosité de l'Etat qui a dépensé sans compter, ni les promesses d'ouverture démocratique synonyme d'émancipation citoyenne n'ont réussi à calmer longtemps un front social qui s'est remis à bouillir. Dès la mi-automne, pour ne pas remonter loin, il ne passe pas une semaine sans que des groupes corporatistes, syndiqués ou pas, des villageois lais-*

*sés-pour-compte ou des jeunes qui se voient vieillir chômeurs battent le pavé et dressent la barricade.*

*La dernière tripartite, qui a avalisé une revalorisation du SNMG, sans franchises retombées sur les salaires, au demeurant, du fait du maintien du fameux 87 bis, a raté d'être cette digue qui freinerait les contestations sociales. Les syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba en ont fait la démonstration, eux qui étaient venus tenir rassemblement imposant à la Maison du peuple, siège de la Centrale syndicale UGTA. Non loin*

*de là, c'était au tour des fripiers de faire preuve de leur capacité à se mettre, eux aussi, en colère. Alors qu'il boucle tout juste sa première décade, le mois de janvier est déjà riche en ébullitions sociales. Les médecins hospitalo-universitaires sont en plein dans leur grève de trois jours qu'ils ont choisi cyclique. Ils réclament, outre la promulgation de leur régime indemnitaire en négociation depuis trois ans, la mise en place d'une commission d'enquête sur la pénurie de médicaments. Une pénurie qui les pénalise dans leur travail.*

*Le sud du pays, dans les wilayas où brûlent les torchères, ce sont les chômeurs qui, n'en pouvant plus, se laissent aller à des déchaînements de colères. Ouargla en a été le théâtre il y a quelques jours.*

*A Laghouat, c'est une distribution de logements qui a mis le feu aux poudres. Des demandeurs de logement ont contesté l'opération qui, selon eux, a profité à des indus bénéficiaires. C'est que les milliards dépensés n'ont pas réussi à «acheter» la paix sociale. Erreur sur le diagnostic et médication inappropriée.*

S. A. I.

## LAGHOUAT, OUARGLA, HASSI R'MEL...

## La contestation s'étend dans le sud du pays

*Parce que les motifs qui les génèrent ne manquent pas avec, notamment, une malvie ambiante faite de passe-droits dans le processus d'embauche et d'attribution de logements, toit et emploi qui constituent les deux ingrédients indispensables à une vie décente, les protestations citoyennes ont repris de plus belle, notamment dans le sud du pays.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Une région dont la richesse du sous-sol n'a pas ou peu profité à ses habitants, principalement les jeunes qui crient à la discrimination et à la hogra. Et ils le font entendre, une fois de plus et d'une manière forte mais civilisée comme pour couper l'herbe sous le pied des manipulateurs de tous bords.

Laghouat, wilaya d'où le président de la République a, il n'y a pas longtemps, lancé l'année universitaire, et où il a donné le coup de starter à des projets et visité les chantiers d'autres, vit sur une poudrière.

La ville vit, pour le cinquième jour de suite, au rythme d'un véritable et pacifique soulèvement populaire. Le détonateur : une distribution plus que douteuse d'une centaine de logements (98 plus exactement) au bénéfice des habitants des bidonvilles qui étouffent la ville de toute part. Et c'est toute la ville du chef-lieu de wilaya qui s'est soulevée pour venir au secours des nombreux demandeurs qui tiennent à dénoncer les multiples irrégularités qui auraient entaché cette opération de distribution.

Hier, au cinquième jour de la protestation, même si elle a sensiblement baissé, il n'en demeure pas moins que la tension y était encore avec un rassemblement d'un millier de personnes qui se tenait toujours devant le siège de la Wilaya.

Pour Yacine Zaïd, membre de la section locale de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, joint sur les lieux mêmes de la manifestation, la colère de la popu-



Des dizaines de jeunes ont bloqué plusieurs artères des villes du Sud.

lation est amplement justifiée. Il dira que les trois listes des pré-bénéficiaires, qui, soit dit en passant, n'ont pas été publiquement affichées, sont truffées de d'irrégularités. Il en veut pour preuve la présence sur ces listings de seulement 14 noms de la wilaya, le gros des bénéficiaires étant constitués d'étrangers à la wilaya qui ont érigé pour certains d'entre eux, témoigne encore notre interlocuteur, leurs baraques de fortune au chef-lieu de wilaya il y a seulement quelques mois. Plus aberrant encore, relève un manifestant, ces listes comportent la bagatelle de 25 noms d'une même famille et de surcroît n'habitent pas la wilaya.

Les manifestants ne veulent pas entendre parler de suspension de ces listes, comme proposé par le wali qui intervenait à ce moment-là sur les ondes de la radio locale et à l'endroit duquel ils brandissaient un carton jaune. Ils exigent son «annulation pure et simple et une enquête qui déterminera les responsables de cette gabegie sans pareille», comme a tenu à le souligner avec force le manifestant pour qui la suspension par le maire de la ville d'un responsable municipal (l'inspecteur des affaires

publiques et de l'hygiène) «n'est que de la poudre aux yeux». Zaïd a tenu, par ailleurs, à dénoncer la campagne de dénigrement du mouvement menée par des délinquants qui n'ont rien à avoir avec la protestation, campagne relayée par certains organes de presse qui, dira-t-il, «n'ont jamais accompagné ces mouvements de protestation et pour lesquels tout est bien». Il dira, à ce sujet, que les jeunes protestataires ont bien encadré leur mouvement au point, précisera-t-il, où ils ont veillé tardivement, avant-hier, pour nettoyer le moindre recoin de leurs quartiers de toutes sortes de débris. «Vous pouvez vérifier de vous-mêmes cela sur la toile puisque j'ai moi-même balancé quelques séquences de cette œuvre de salubrité publique et de civisme», témoignera Zaïd.

## Grand rassemblement, aujourd'hui à Ouargla

Plus au sud, dans la wilaya limitrophe de Ouargla, même décor avec, cependant, un autre élément déclencheur : le chômage endémique qui frappe de plein fouet, principalement la frange juvénile. Et ce n'est pas tant le phénomène du non-emploi qui irrite les jeunes

plus que le comportement des responsables qui ont eu à se relayer à la tête de l'antenne régionale de l'emploi.

Un comportement dont celui du dernier affecté pour justement calmer les esprits juvéniles, la région ayant enregistré cycliquement des manifestations des jeunes chômeurs qui réclament tout juste davantage de postes d'emploi mais surtout de l'équité dans leur octroi, loin de tout passe-droit. Et les nouveaux 800 postes d'emploi à pourvoir dans les nombreuses sociétés pétrolières et de services dans la région annoncés par le directeur régional de l'emploi, au lieu de calmer la situation l'attisent, au contraire.

Hier encore, ces jeunes demandeurs d'emploi ont observé un bref sit-in devant la Direction régionale de l'emploi avec rendez-vous pris pour aujourd'hui pour un grand rassemblement devant l'agence régionale de l'emploi. C'est Tahar Bellabas, coordinateurs national du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC), qui nous a fait part hier de ce sit-in, une manière, dira-t-il, de mieux encadrer et accompagner cette grogne des jeunes qui

demandent que «leur dignité et leur droit au travail leur soient restitués».

Pour notre interlocuteur, les chiffres sur les perspectives d'emploi balancés continuellement par les responsables ne sont pas de nature à susciter confiance, que ces jeunes ont totalement perdue tant, dira encore Bellabas, «ils n'arrivent pas à se départir du sentiment d'exclusion qui couve en eux».

Le coordinateur national du CNDDC en veut pour preuve le refus des directeurs de la Direction et de l'agence régionales de l'emploi de recevoir ces jeunes protestataires et engager avec eux un dialogue. Un comportement qui ne fait, selon Bellabas, que toucher davantage l'amour-propre des jeunes, contraints, reconnaîtra-t-il, de faire usage de la manière forte. C'est ce qui s'est, d'ailleurs, passé avec le siège dont ont été victimes, en fin de semaine dernière, les directeurs des agences d'emploi de Ouargla et de Tougourt ou encore avant-hier à Hassi R'mel où, pour la deuxième journée de suite, la ville a enregistré des mouvements de protestation avec fermeture par les jeunes chômeurs de plusieurs axes routiers et autres bases de vie de sociétés pétrolières. Les jeunes réclament une commission d'enquête pour tirer au clair les «supputations» liées à l'embauche et à propos desquelles des responsables en charge de l'emploi sont accusés de connivence avec des entreprises.

A l'est du pays, à Skikda plus précisément, les mêmes ingrédients qu'à Ouargla. Zone pétrolière par excellence, pourvoyeuse potentielle de postes d'emploi, la ville a renoué, encore une fois, avec la montée au créneau des jeunes chômeurs.

Observant un sit-in devant l'entrée du port de la ville, ils ont tenu à dénoncer l'agence locale de l'emploi qu'ils accusent de vouloir passer sous silence un certain nombre de postes d'emploi à pourvoir. Ce que cette dernière a tenu à démentir catégoriquement, mettant cela sur le compte de rumeurs quant à des offres d'emploi que l'enceinte portuaire aurait lancées.

M. K.